

Nous débuterons
à 14h00.

Produire une note de breffage (*policy brief*) : pourquoi et comment?

Webinaire | 12 juin 2019

Téléconférence:
1-866-827-6872
Code: 1952702#

Florence Morestin
Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé



Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé
National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

Institut national
de santé publique
Québec

Pouvez-vous nous entendre?

Nous parlons en ce moment... Si vous ne pouvez pas nous entendre :

Nous utiliserons uniquement un système de conférence téléphonique pour la communication audio entre les participants et les présentateurs.

- Veuillez composer:

Le numéro de téléphone sans frais **1-866-827-6872**.

Entrez le code de conférence suivi du **1952702#**.

Au plaisir de vous parler bientôt!



Conférencière

Florence Morestin

Conseillère scientifique

CCNPPS



Avec l'aide de **Mylène Maguire** (CCNPPS) :
organisation du webinaire et soutien technique



Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé
National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

*Institut national
de santé publique*
Québec 

Pour poser des questions pendant la présentation

Utilisez la boîte de messagerie

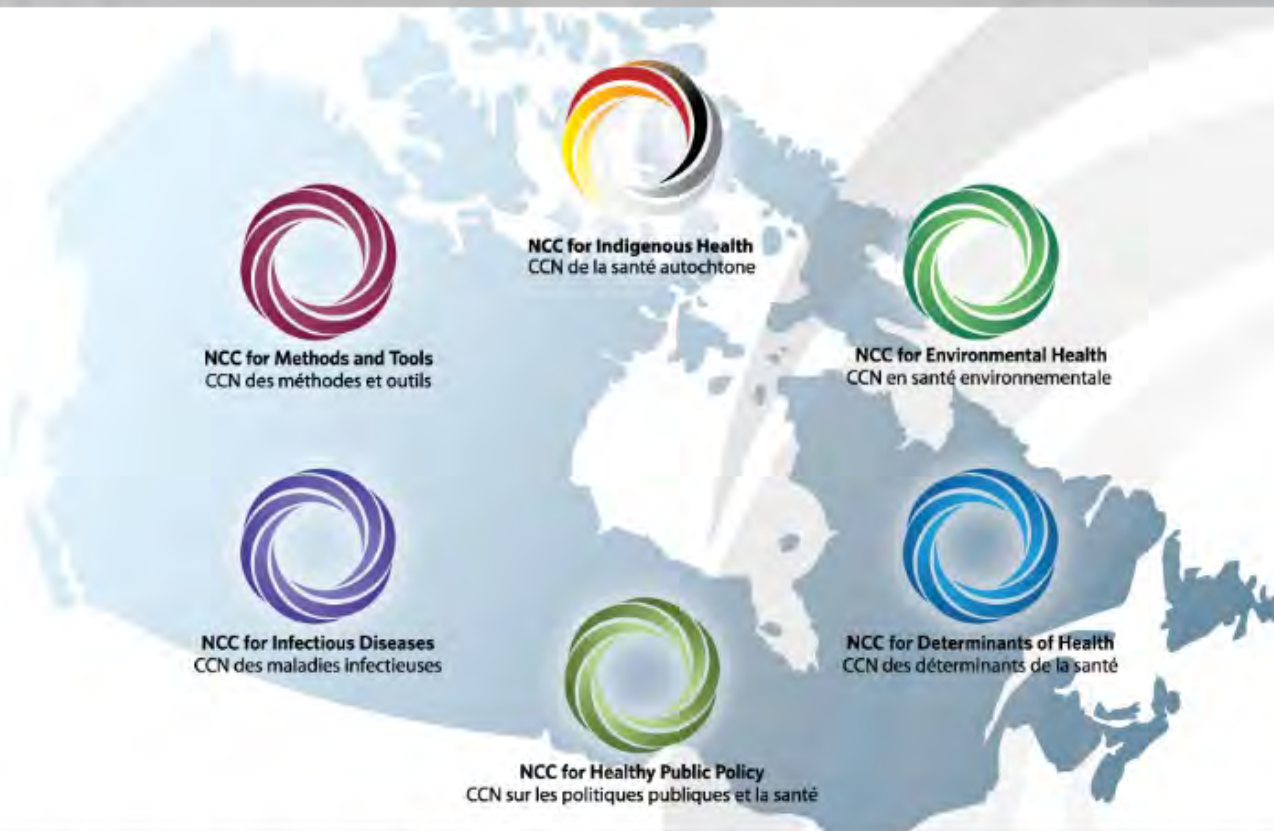




National Collaborating Centres for Public Health



Centres de collaboration nationale en santé publique



Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé (CCNPPS)

Notre mandat

- Soutenir les acteurs de la santé publique dans leurs efforts visant à promouvoir des politiques publiques favorables à la santé


Nos champs d'expertise

- L'impact des politiques sur la santé
- Méthodes pour contextualiser les données sur les politiques
- Acteurs et mécanismes de collaboration intersectorielle
- Stratégies pour influencer l'élaboration de politiques



Déclaration de conflits d'intérêt réels ou potentiels

Nom de la conférencière : Florence Morestin

 Je n'ai aucun conflit d'intérêt réel ou potentiel en lien avec le contenu de cette présentation



Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé
National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

*Institut national
de santé publique*
Québec 

Pourquoi les notes de breffage?

En vogue pour partager des connaissances avec les décideurs politiques

**Données probantes
issues de la recherche**

Efficacité?



Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé
National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

*Institut national
de santé publique*
Québec 

Pourquoi les notes de breffage?

Revue de littérature par Caroline Tessier (INSPQ)

Critères pour rédiger des
NB efficaces?



46 documents retenus

Guides pertinents pour
soutenir la rédaction?



26 ressources retenues

Ce webinaire :

- Aperçu de la revue de littérature
- Et d'autres conseils sur comment produire une NB



Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé
National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

Institut national
de santé publique
Québec 

Objectifs du webinaire

À la fin du webinaire, vous serez en mesure de :

- Comprendre le **potentiel** et les **limites** des NB pour partager des connaissances
- **Planifier la production** d'une NB de sorte à maximiser sa pertinence pour le public-cible
- Faire un **choix** éclairé parmi les **contenus** et **formats** possibles des NB



De quoi parle-t-on ici?



Policy paths for tackling climate change STRONGER ACTION NEEDED TO MEET MITIGATION GOALS

- More needs to be done to reduce greenhouse-gas emissions if the goal is to below 2°C.
- Stronger action at the global, national and local levels is needed, but progress and highlight shortcomings.
- Carbon markets need continued reforms to make them work more effectively.
- Investment and other policy approaches can do more to promote investment in low-carbon technologies.
- Non-energy emissions must also be increasingly targeted, for example, aviation and shipping.

What's the issue?

The world is now almost certainly facing a rise in global temperatures due to human activities. To limit this increase to 2°C or less above pre-industrial levels, stronger action is needed now to cut emissions of greenhouse gases (GHGs), with the aim of reaching zero net emissions by 2100. The long-term nature of this challenge may tempt countries to delay – or continue to delay – taking action. That would be a mistake. Because CO₂ lingers in the atmosphere for centuries or even longer, the sooner we curb emissions, the better our chances of limiting the temperature rise.

"Countries are running out of time to make the policy adjustments needed to meet their targets and long allow the long-term goal of limiting the temperature rise to 2°C," according to OECD Environment Director Simon Upton. "Governments need to construct a policy pathway that will lead to zero net carbon emissions by the end of the century."

Energy – which includes power generation and transport – typically accounts for more than 70% of emissions in OECD countries. That makes it a priority area for action. But other areas, too, must contribute to reducing emissions, including agriculture, forestry, industry, transport and waste. In particular, protecting forests not only reduces emissions but also helps to remove CO₂ from the atmosphere.



Fighting climate change will require political will and lifestyle changes.

www.oecd.org/policy-briefs

Why is this important?

There are reasons cutting emissions made in delinking each unit of GDP from emissions. This proves that it is not irreconcilable. Lowering carbon emissions will account across OECD and countries. However, aggressive action is still needed. At current "business as usual" rates, the temperature rise is still not in line with the 2°C target.

What should be done?

There is no single magic bullet. Many of the current groups under joint action at the global level – and robust action is carbon pricing. The third is the development of energy efficient in regulate emission. Take action global COP21 climate change. More than 150 countries reducing GHG emissions to meet their targets.

PROJET HERBE À POUX 2007-2010

Le succès d'une communauté mobilisée



Réduire le pollen de l'herbe à poux : mission réaliste

Le pollen de l'herbe à poux est très allergène. Il est la cause de la moitié de tous les cas d'allergies aux pollens rapportés en Amérique du Nord. Près de 18 % de la population québécoise âgée de 5 ans et plus souffre d'allergie au pollen de l'herbe à poux (rhinite, conjonctivite, aggravation de l'asthme, fatigue, perte de productivité, etc.). En 2005, les coûts de cette allergie pour notre société étaient de 156 à 240 millions de dollars par année. L'augmentation des gaz à effet de serre et les nouvelles conditions climatiques entraînent l'allongement des saisons polliniques et l'accroissement des concentrations de pollen d'herbe à poux. Ces répercussions laissent croire que la population allergique sera en augmentation au cours des prochaines décennies.

LE PROJET HERBE À POUX 2007-2010

Des mesures de contrôle de l'herbe à poux et de son pollen existent depuis un bon moment. Ce qui n'était pas connu avant aujourd'hui, c'est l'impact sur la qualité de vie des personnes allergiques de la gestion concertée de l'herbe à poux appliquée à l'échelle d'une municipalité.

En 2007, la Table québécoise sur l'herbe à poux (TQHP) a mis en place le Projet Herbe à poux 2007-2010 dans la Ville de Salaberry-de-Valleyfield. Le projet a pris la forme d'un plan d'actions concertées dont l'hypothèse était que la mise en place de mesures de contrôle par une mobilisation d'acteurs ciblés entraînerait une diminution de la densité des plants, une baisse de la concentration de pollen et ainsi une réduction des symptômes de l'allergie.

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield, le Centre de santé et de services sociaux du Surbit ainsi que Crivert, un organisme environnemental, se sont associés pour former un comité de mobilisation de la communauté à l'égard de plan d'actions concertées. D'importants partenaires visés par la gestion de l'herbe à poux se sont également joints à ce trio, dont le ministère des Transports du Québec, l'Union des producteurs agricoles, Hydro-Québec, la Société Vélo Berga ainsi que la Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands.

UNE ÉVALUATION RIGOREUSE

Pour évaluer l'impact de cette lutte sur la qualité de vie des personnes allergiques, une équipe de recherche composée de la Direction de santé publique de la Montérégie et d'Agriculture et Agroalimentaire Canada a collecté des données sur l'application des mesures de contrôle de l'herbe à poux par les acteurs locaux, mobilisés pendant trois étés à Salaberry-de-Valleyfield. De plus, des données sur les densités de plants, les concentrations de pollen et les symptômes d'allergie chez plus de 400 adultes allergiques ont été collectées, de 2007 à 2010, à Salaberry-de-Valleyfield et dans une ville témoin (intervention minimale pour le contrôle de l'herbe à poux).



THE DATA

Drug use and drug overdoses continue to be a critical public health issue across the United States. Drug overdose is now the leading cause of injury death.¹ While the rate of drug use is lower in rural areas than in urban areas, the fatal overdose rate in rural areas continues to rise. In 2015, the rural overdose death rate has been higher than the urban rate since 2006.²

This policy brief is a companion to CDC's Morbidity and Mortality Weekly Report, *Illicit Drug Use, Illicit Drug Use Disorders, and Drug Overdose Deaths in Metropolitan and Non-metropolitan areas — United States* but will focus on opioid use and overdose in rural America. The brief will explore policy options and other strategies that may help prevent opioid overdoses and reduce overdose death in rural areas. The brief also includes three case studies that present examples from the field.

ISSUE OVERVIEW

Opioid use disorder is a multifaceted problem that crosses different sectors of public health and health care. The rate of opioid overdoses in rural areas is affected by several factors including the number of people exposed to opioids, how many of those people become addicted, and what, if any, treatment is available.³ Because of this complex set of issues, it may be helpful to consider policy options and other strategies that can simultaneously address these different factors.⁴ Addressing multiple, high-impact factors could help prevent new people from becoming addicted, treat those who are already addicted, and prevent overdose deaths.

While there is promising evidence on the effectiveness of these types of policies and strategies in preventing and treating opioid use disorder and opioid overdoses,^{5,6} more information is needed to understand how to effectively target rural populations and reduce rural opioid overdose deaths.

Policy options and other strategies for addressing factors affecting opioid overdoses in rural areas include:

- Increasing adherence to evidence-based prescribing practices
- Expanding access to medication-assisted treatment
- Increasing the availability of overdose reversing drugs such as naloxone



NB pour l'interne
= document de travail



De quoi parle-t-on ici?

Les termes

« *Une rose est une rose est une rose* »
(Gertrude Stein)

faits saillants
note de politique
résumé de recherche
note de breffage
note technique
note d'information

summary of findings
briefing note
research summary
policy brief
research snapshot
evidence brief
briefing paper
evidence summary



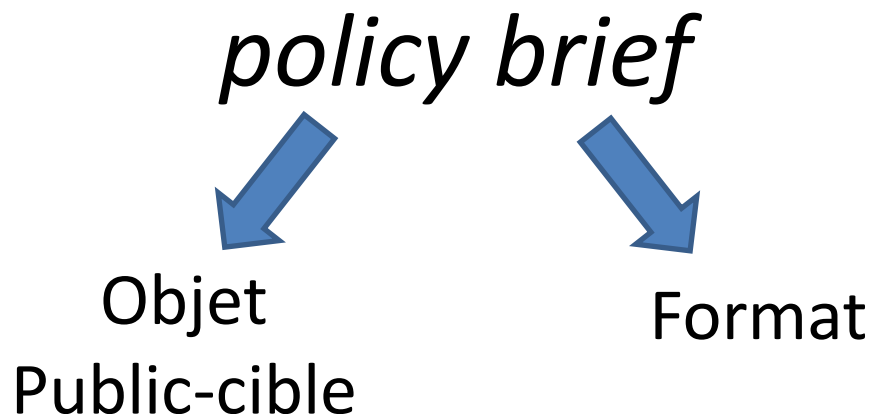
De quoi parle-t-on ici?

Les caractéristiques

(Tessier, sous presse)

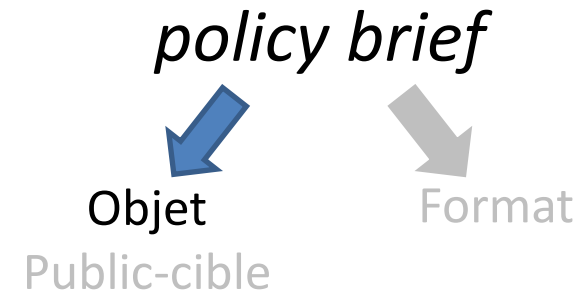
Diversité dans le contenu et le format

Revenir aux termes :



L'objet de la note de breffage

Variable : le contenu



Commun : le but

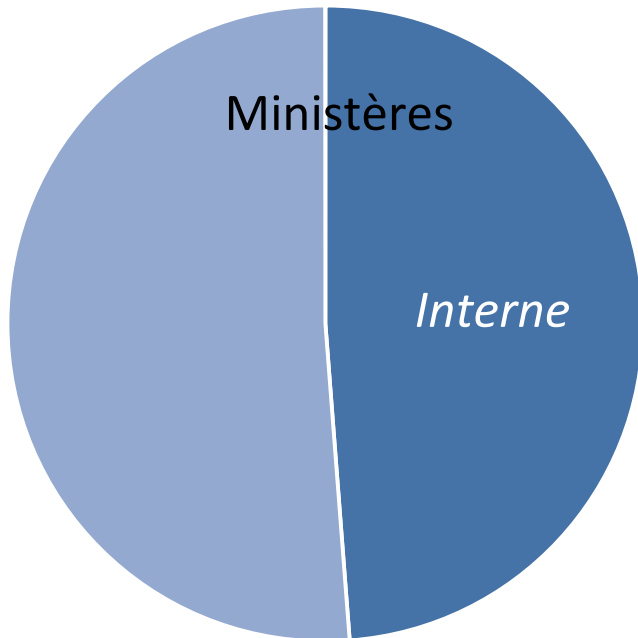
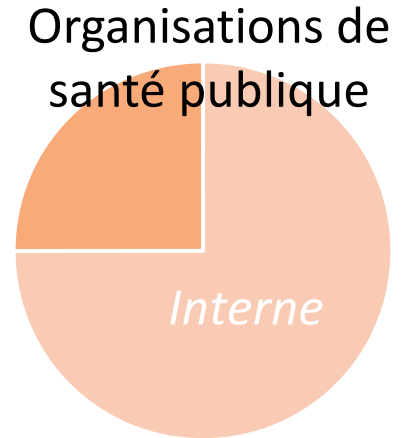
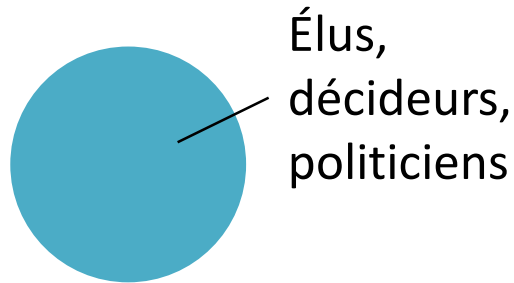
- Orienter **concrètement** l'action politique
- **Éclairer les décisions** à prendre dans le choix, l'élaboration, l'adoption ou le déploiement d'une politique publique



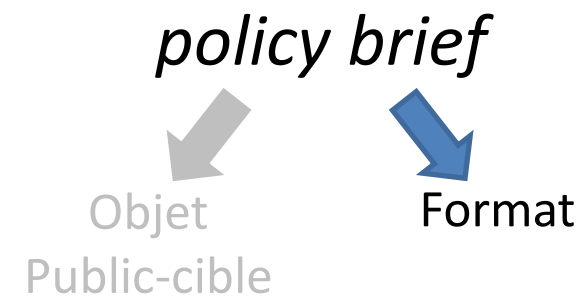
policy brief



Public-cible de vos notes de breffage



Le format



Sondage

Selon vous, quelle est la **longueur idéale** d'une note de breffage?



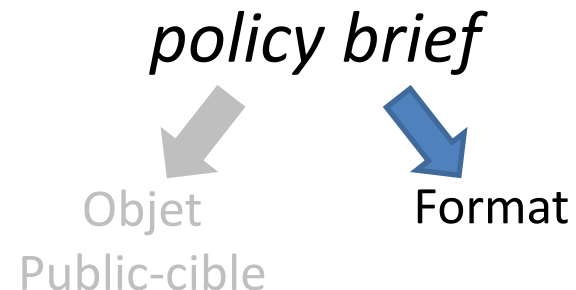
Image : © 123rf.com/profile_melpomen



Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé
National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

**Institut national
de santé publique**
Québec 

Le format



Manque de temps = barrière majeure

Normes suggérées selon le public-cible :

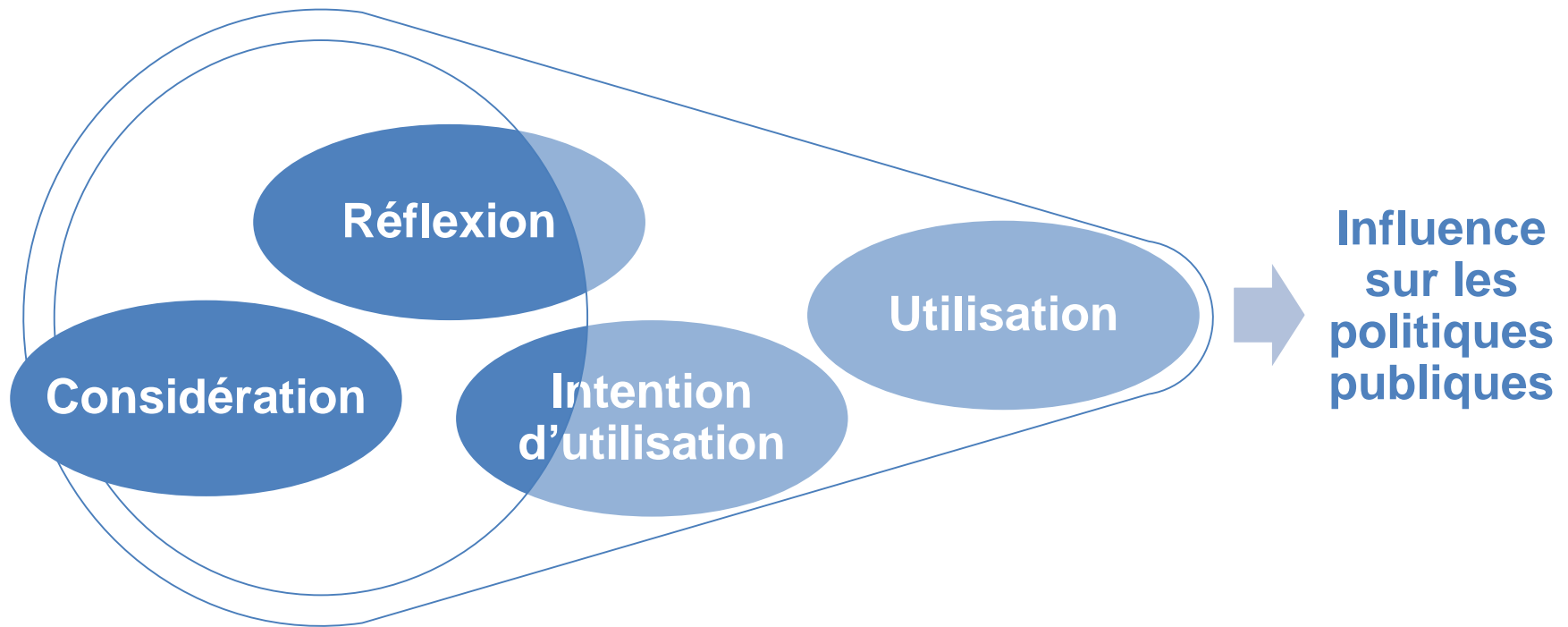
Spécialistes du sujet ou du traitement de l'information	Non spécialistes
< 6 pages	2 à 4 pages

La NB ne contient **pas tout**,
est une amorce de **dialogue**



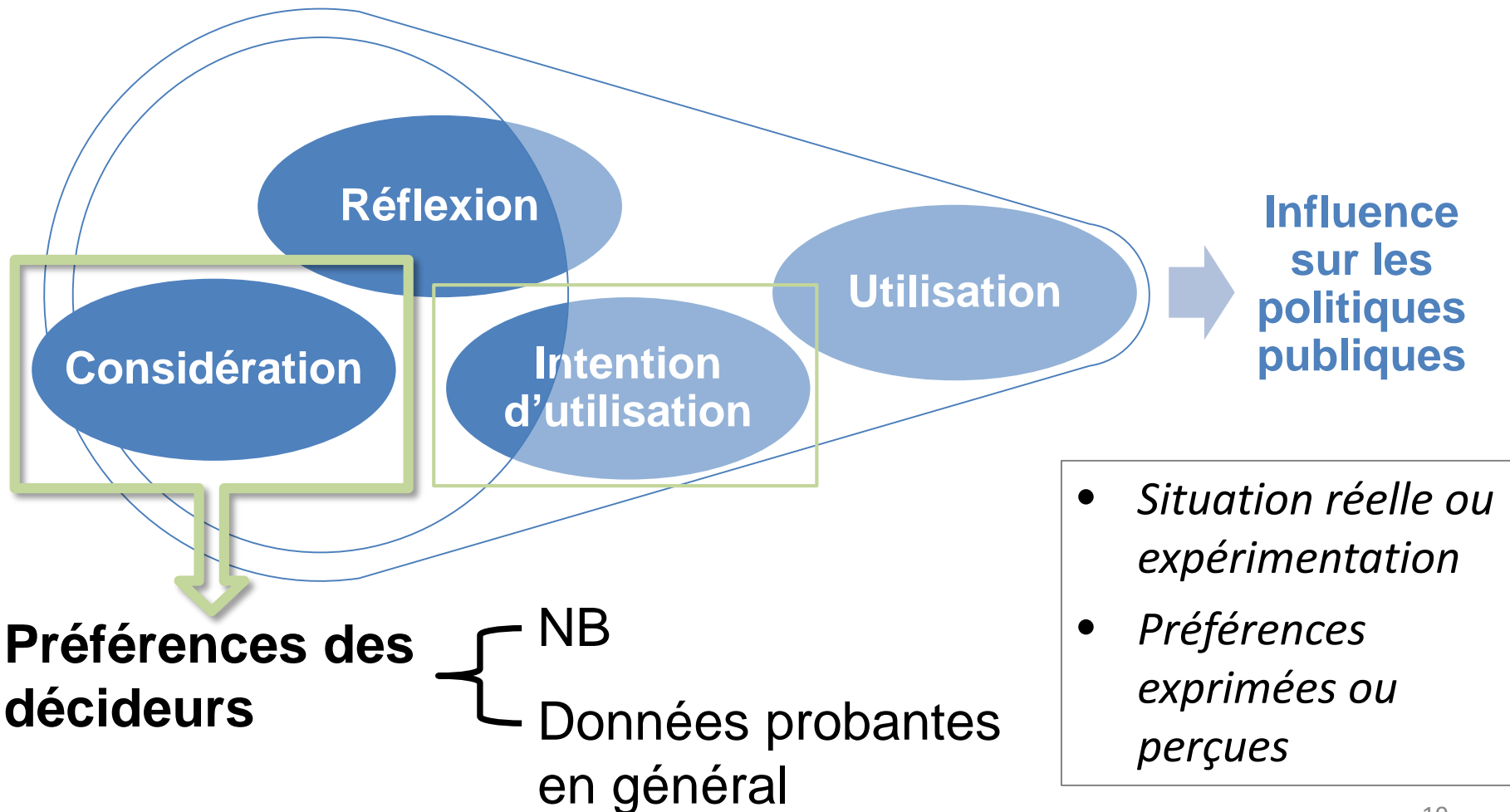
Efficace, la note de breffage?

Que veut-on dire par « efficace »?



Efficace, la note de breffage?

- Souvent utilisée, rarement évaluée
- Tessier (sous presse), études trouvées :



Efficace, la note de breffage?

Ces données sont-elles **généralisables**?

- Influence du contexte et du sujet (Moat *et al.*, 2013)
- NB = **outil** dans le cadre d'une **stratégie** de partage de connaissances
⇒ Efficacité de la stratégie?



Alors : produire une note de breffage?

Plutôt **OUI** selon les données

Elles indiquent aussi des **tendances** dans les préférences des décideurs politiques



Image :
© 123rf.com
/profile_gioiak2

MAIS :

- Attentes réalistes sur les retombées
- Indispensable d'**analyser votre contexte**

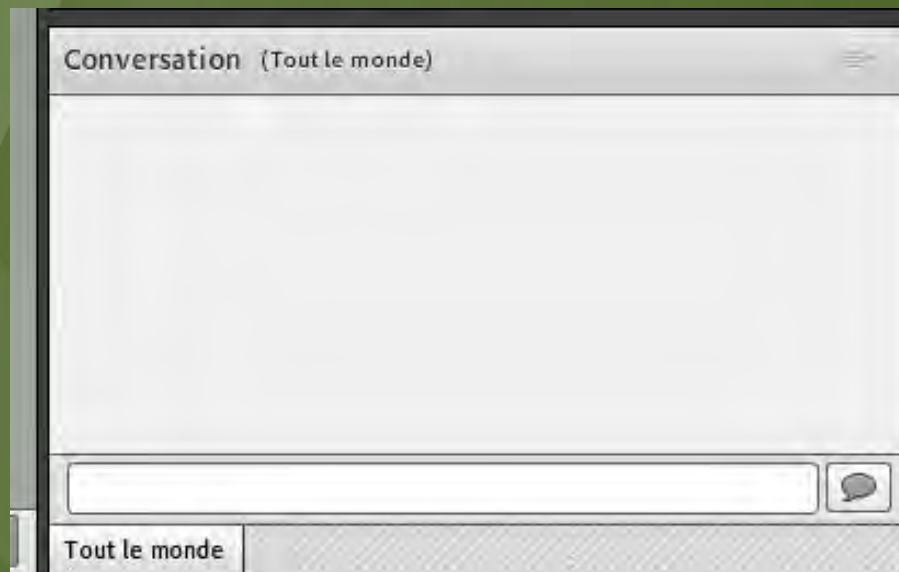


Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé
National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

Institut national
de santé publique
Québec 

Questions?

Utilisez la boîte de messagerie

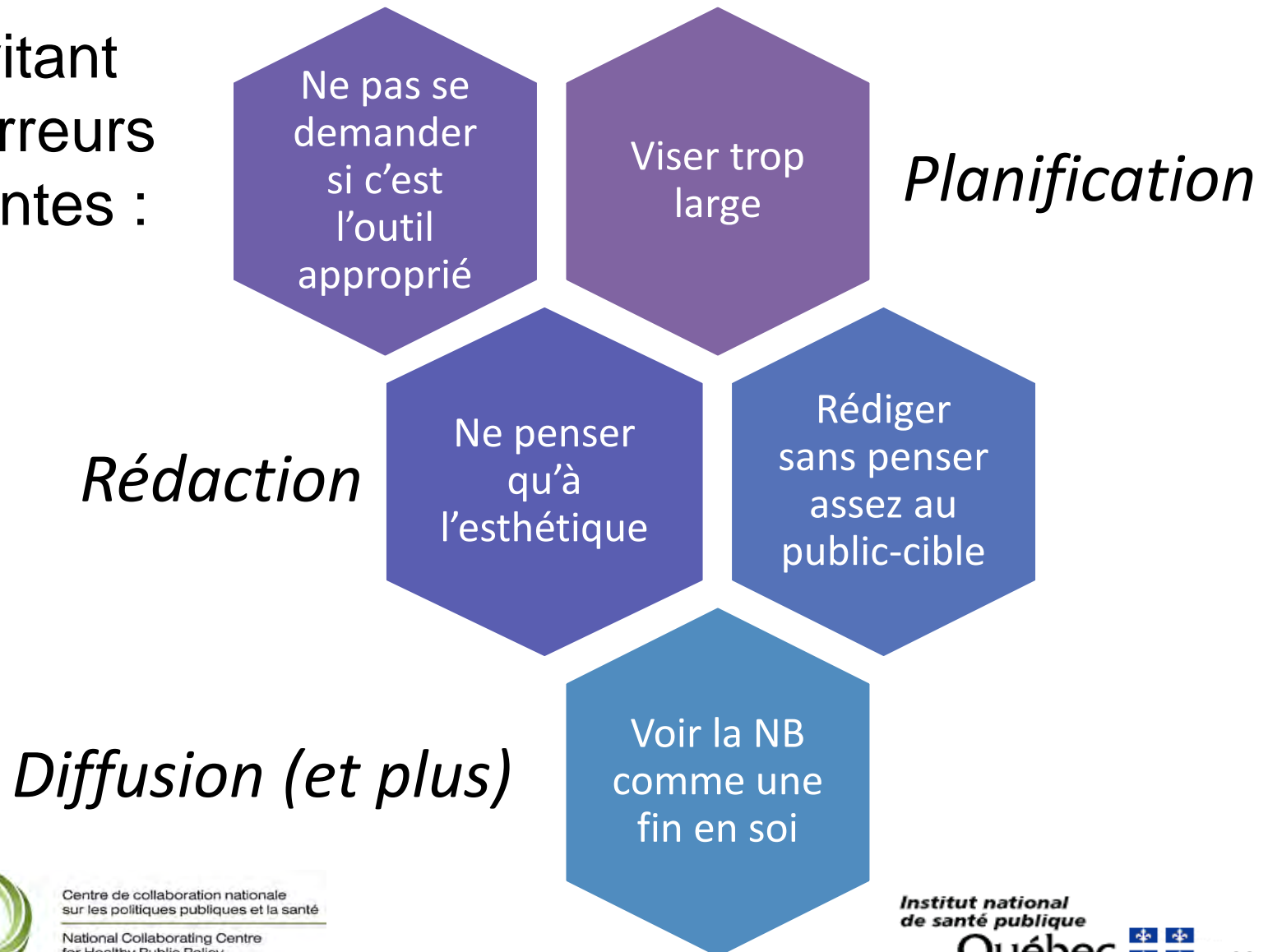


À suivre :
Produire
une NB



Produire une note de breffage

En évitant
des erreurs
courantes :



Planifier

Penser la NB dans le cadre de votre
stratégie de partage de connaissances

Quel est votre public-cible?

Public interne / externe / plusieurs publics



Cartographie des acteurs

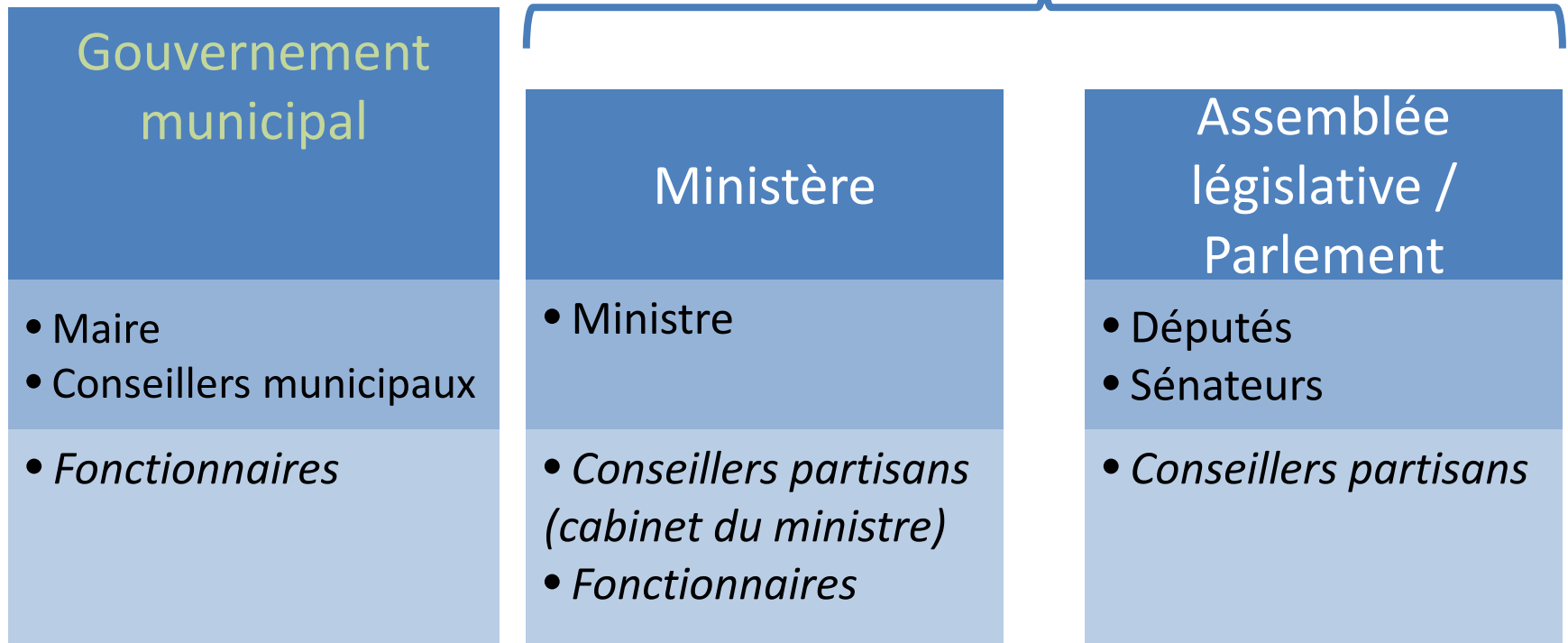


Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé
National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

*Institut national
de santé publique*
Québec 

Repérer les décideurs concernés

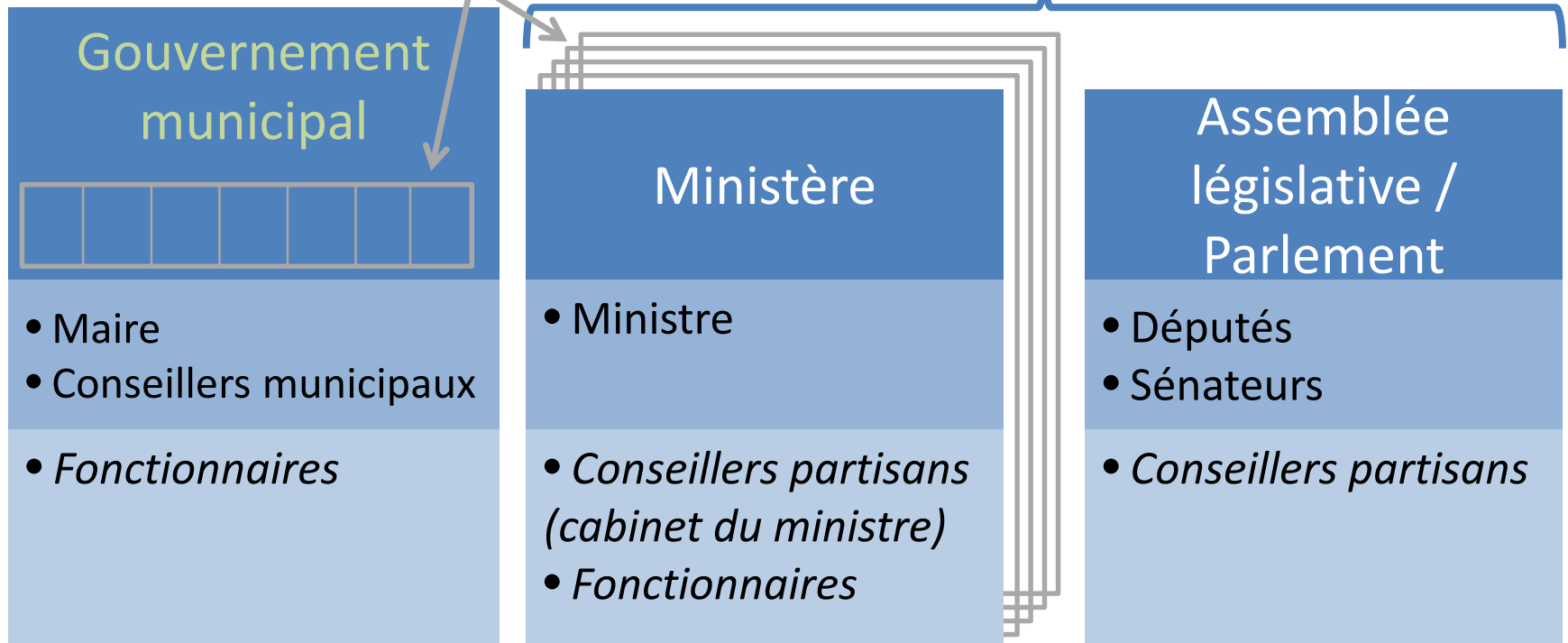
Paliers de gouvernement :
Fédéral
Provincial – territorial



Repérer les décideurs concernés

Paliers de gouvernement :
Fédéral
Provincial – territorial

Secteurs de
gouvernement



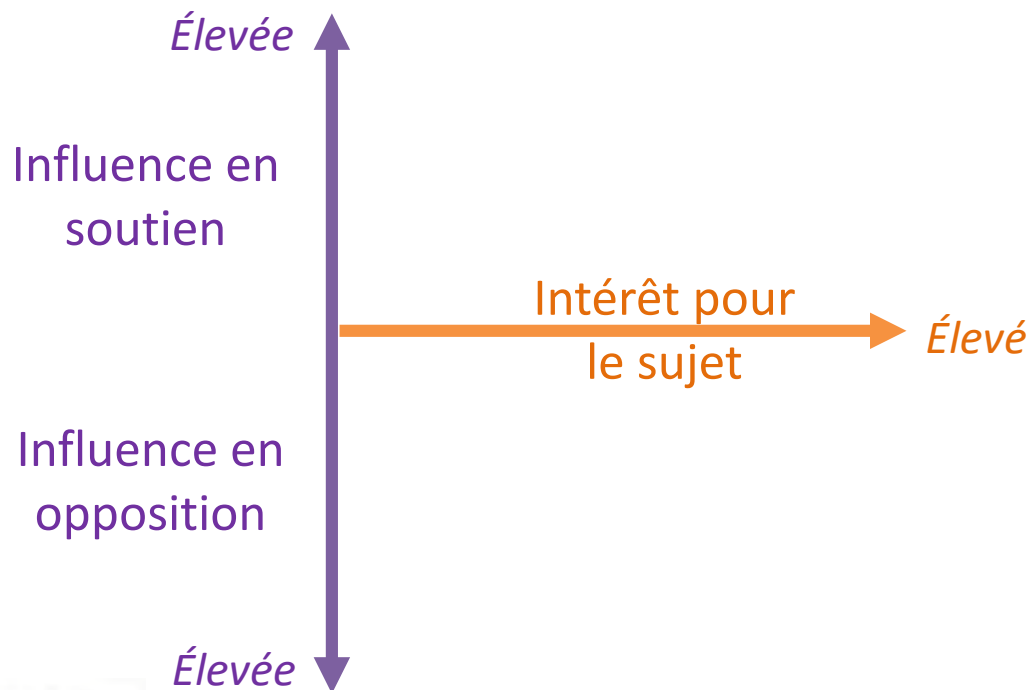
Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé
National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

Institut national
de santé publique
Québec 

Compléter la cartographie

Voir Guide Plan de partage de connaissances du CCNPPS (Morestin et groupe de travail, 2013)

- Aide-mémoire de catégories d'acteurs
- Matrice intérêt/influence (adaptée de Start et Hovland, 2004)



Planifier – Choisir le/les publics-cibles

- Parmi tous les acteurs
- Différencier publics **primaires** et secondaires
- Critères :

Pertinence, influence, accessibilité...

Incluant :
votre objectif



Planifier – Meilleure façon de s'adresser à votre / vos publics primaires?

- Analyser leurs besoins d'information / préférences (voir Morestin et groupe de travail, 2013)

- **La NB est-elle le bon outil?**

Différents outils pour différents publics?

« J'ai besoin d'un résumé pour comprendre le sens général du rapport et l'expliquer à mon chef. J'ai besoin de la version longue pour comprendre la recherche en détail et pour vérifier son exactitude sur la base de mes propres connaissances. »

Conseiller de législateur, États-Unis
(Sorian et Baugh, 2002, p. 267)

- **Différentes versions de la NB** pour différents publics?



Planifier - Avec qui?

Un processus collectif est plus efficace

- Votre **équipe**
- Consulter les **publics primaires**



Image :

© 123rf.com/profile_mnsanthoshkumar

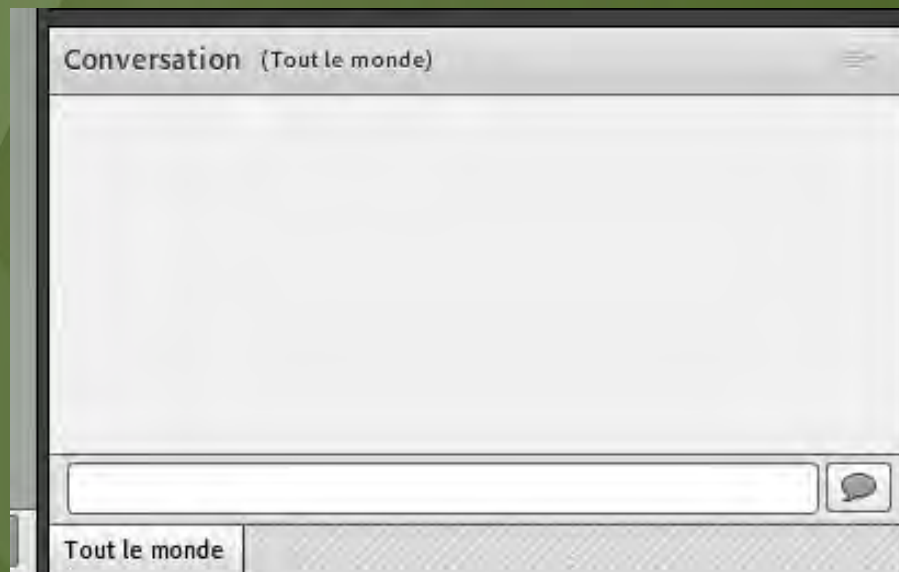


Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé
National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

*Institut national
de santé publique*
Québec 

Questions?

Utilisez la boîte de messagerie



À suivre :
Les choix
de
rédaction



« Rédiger » – L'aspect visuel

Listes à puces

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT
Policy Brief
 DECEMBER 2014 www.oecd.org

Policy paths for tackling climate change
 STRONGER ACTION NEEDED TO MEET MITIGATION GOALS

- More needs to be done to reduce greenhouse-gas emissions if the goal is to be below 2°C.
- Stronger action at the global, national and local levels is needed, back progress and highlight shortcomings.
- Carbon markets need continued reforms to make them work more effectively.
- Investment and other policy approaches can do more to promote innovation.
- Non-energy emissions must also be increasingly targeted, for example, aviation and shipping.

What's the issue?
 The world is now almost certainly facing a rise in global temperatures due to human activities. To limit this increase to 2°C or less above pre-industrial levels, stronger action is needed now to cut emissions of greenhouse gases (GHGs), with the aim of reaching zero net emissions by 2100. The long-term nature of this challenge may tempt countries to delay – or continue to delay – taking action. That would be a mistake. Because CO₂ lingers in the atmosphere for centuries or even longer, the sooner we curb emissions, the better our chances of limiting the temperature rise.

Why is this important?
 There are reasons to be optimistic. The science is clear: cutting emissions made in delinking each unit of GDP from that country's growth. This proves that economic growth does not inevitably mean increasing carbon emissions. Lowering carbon emissions can still account for across OECD and past OECD and present OECD countries. However, aggregate the 1990s. At current "budget" by around rise in temperature made, it is still not clear.

What should be done?
 There is no single solution. Many of the current policies are in place. Energy – which includes power generation and transport – typically accounts for more than 70% of emissions in OECD countries. That makes it a priority area for action. But other areas, too, must contribute to reducing emissions, including agriculture, forestry, industry, transport and waste. In particular, protecting forests not only reduces emissions but also helps to remove CO₂ from the atmosphere.

Fighting climate change will require political will and lifestyle changes.

www.oecd.org/policy-briefs

Illustrations

Présentation aérée

PROJET HERBE À POUX 2007-2010

Le succès d'une communauté mobilisée

Réduire le pollen de l'herbe à poux : mission réaliste

Le pollen de l'herbe à poux est très allergène. Il est la cause de la moitié de tous les cas d'allergies aux pollens rapportés en Amérique du Nord. Près de 18 % de la population québécoise âgée de 5 ans et plus souffre d'allergie au pollen de l'herbe à poux (rhinite, conjonctivite, aggravation de l'asthme, fatigue, perte de productivité, etc.). En 2005, les coûts de cette allergie pour notre société étaient de 195 à 240 millions de dollars par année. L'augmentation des gaz à effet de serre et les nouvelles conditions climatiques amènent l'allongement des saisons polliniques et l'accroissement des concentrations de pollen d'herbe à poux. Ces répercussions laissent croire que la population allergique sera en augmentation au cours des prochaines décennies.

LE PROJET HERBE À POUX 2007-2010
 Des mesures de contrôle de l'herbe à poux et de son pollen existent depuis un bon moment. Ce qui n'était pas connu avant aujourd'hui, c'est l'impact sur la qualité de vie des personnes allergiques de la gestion concertée de l'herbe à poux appliquée à l'échelle d'une municipalité.

UNE ÉVALUATION RIGOREUSE
 Pour évaluer l'impact de cette lutte sur la qualité de vie des personnes allergiques, une équipe de recherche composée de la Direction de santé publique de la Montérégie et d'Agriculture et Agroalimentaire Canada a collecté des données sur l'application des mesures de contrôle de l'herbe à poux par les acteurs locaux, mobilisés pendant trois étés à Salaberry-de-Valleyfield. De plus, des données sur les densités de plants, les concentrations de pollen et les symptômes d'allergie chez plus de 400 adultes allergiques ont été collectées, de 2007 à 2010, à Salaberry-de-Valleyfield et dans une ville témoin (intervention minimale pour le contrôle de l'herbe à poux).

ACTIONS CIBLÉES = diminution du pollen / augmentation de la qualité de vie

- Mobilisation et concertation
- Mesures de contrôle de l'herbe à poux
- Diminution des plants d'herbe à poux
- Diminution des concentrations de pollen
- Diminution de la sévérité des symptômes
- Augmentation de la qualité de vie

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield, le Centre de santé et de services sociaux du Surbit ainsi que Crivert, un organisme environnemental, se sont associés pour former un comité de mobilisation de la communauté à l'égard du plan d'actions concertées. D'importants partenaires visés par la gestion de l'herbe à poux sont également joints à ce trio, dont le

Tableaux ou graphiques

RURAL HEALTH POLICY BRIEF

PREVENTING OPIOID OVERDOSES IN RURAL AMERICA

Nombreux sous-titres

THE DATA

Drug use and drug overdoses continue to be a critical public health issue across the United States. Drug overdose is now the leading cause of injury death.¹ While the rate of drug use is lower in rural areas than in urban areas, the fatal overdose rate in rural areas continues to rise. In 2015, the rural overdose death rate has been higher than the urban rate since 2006.²

This policy brief is a companion to CDC's *Morbidity and Mortality Weekly Report, Illicit Drug Use, Illicit Drug Use Disorders, and Drug Overdose Deaths in Metropolitan and Non-metropolitan areas — United States* but will focus on opioid use and overdose in rural America. The brief will explore policy options and other strategies that may help prevent opioid overdoses and reduce overdose death in rural areas. The brief also includes three case studies that present examples from the field.

- Policy options and other strategies for addressing factors affecting opioid overdoses in rural areas include:
- Increasing adherence to evidence-based prescribing practices
 - Expanding access to medication-assisted treatment
 - Increasing the availability of overdose reversing drugs such as naloxone

ISSUE OVERVIEW

Opioid use disorder is a multifaceted problem that crosses different sectors of public health and health care. The rate of opioid overdoses in rural areas is affected by several factors including the number of people exposed to opioids, how many of those people become addicted, and what, if any, treatment is available.³ Because of this complex set of issues, it may be helpful to consider policy options and other strategies that can simultaneously address these different factors.⁴ Addressing multiple, high-impact factors could help prevent new people from becoming addicted, treat those who are already addicted, and prevent overdose deaths.

Boîtes de texte

While there is promising evidence on the effectiveness of these types of policies and strategies in preventing and treating opioid use disorder and opioid overdoses,⁵ more information is needed to understand how to effectively target rural populations and reduce rural opioid overdose deaths.



Professionnels des communications?

Rédiger – Les grandes composantes

(Tessier, sous presse)

Le **contenu** reste le plus important

L
A
N
G
A
G
E

S
I
M
P
L
E

- Titre
- Faits saillants ou résumé
- Contexte
- Résultats et implications
 - Résumé des données probantes
 - Options politiques ou recommandations
- Références



Rédiger - Résumé des données probantes

Pas juste une version courte de votre rapport

- Se concentrer sur **un** aspect du sujet étudié?

*Rappel : la NB ne contient
pas tout, est une amorce
de **dialogue***

- Perspective du **lecteur** : ce que les données impliquent pour lui
⇒ Analyse du public-cible



Rédiger - Résumé des données probantes

Faut-il parler des **méthodes de recherche**?

Sondage



Image :
© 123rf.com
/profile_maxxyustas



Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé
National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

*Institut national
de santé publique*
Québec 

Rédiger - Résumé des données probantes

Faut-il parler des **méthodes de recherche**?

- Dépend du **public-cible**
 - de sa **confiance** envers vous
 - du **sujet**
- } (Moat *et al.*, 2013)
- Limiter les détails
 - Se concentrer sur **implications pour les données présentées** : +/- de certitude, données contradictoires, etc.
 - Aider à **interpréter**



Rédiger - Options politiques / Recommandations

- **Découlant des données probantes**
- Précises et concrètes
- Formulées en pensant au contexte et au lecteur
- Idéalement, résumé des avantages et inconvénients des options politiques :
 - **Effets** connus / potentiels
 - **Applicabilité** : coûts, acceptabilité (divergences?)...

Données complémentaires?



Rédiger – Les débats

NB
neutre

NB interventionniste

(Dagenais et Ridde, 2018)

- Se prononcer en faveur d'**une** option politique?
- Jusqu'où aller pour persuader?
 - Histoires
 - Cadrage (Cairney, 2019)



Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé
National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

Saving Women's Lives
Using what works to increase mammograms in Missouri

SITEMAN CANCER CENTER
NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES
The Venue for America's Ideas

"I felt a small lump on my left breast and hoped it would go away. But it didn't. It was easy to put off having a mammogram. I worked for a small, family-owned business that didn't provide health insurance. I made too much money to qualify for 'low-income' programs, but not enough to pay for a mammogram."

Rédiger – Les débats

NB
neutre

NB interventionniste

*Une option politique
Contenu plus persuasif*

Débat

Les NB interventionnistes :
arguments pour et contre



Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé
National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

**Institut national
de santé publique**
Québec 

Rédiger – Pistes pour dépasser les débats

Le point de vue des **décideurs**

Zones de consensus (Tessier, sous presse) :

Attirer l'attention sur un problème en particulier

Donner une interprétation claire des résultats

Décrire les actions à poser

Ne pas faire de recommandations basées sur des résultats mitigés

Limiter le nombre d'options politiques proposées

- **Confiance** envers les producteurs de la NB augmente le souhait de recevoir des recommandations explicites (Moat *et al.*, 2013)



Rédiger – Pistes pour dépasser les débats

Votre point de vue

- Cas par cas :
 - Force des données probantes
 - Situation dans votre contexte, attentes de votre public-cible
- Être à l'aise avec le choix et ses possibles conséquences
- Généralement : décision **organisationnelle**



La vie après la note de breffage

- Diffusion large ou confidentielle?
- Point de départ pour des échanges
- Si les données sont retenues :
transformation par les milieux politiques
en un *brief* selon **leur** définition (Morestin, 2017)
 - Y participer?
- Long terme : rediffuser NB lors de fenêtres d'opportunité, lorsque les interlocuteurs changent, etc. (Tessier, sous presse)



Image :
© 123rf.com
/profile_
vectorplus



Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé
National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

Institut national
de santé publique
Québec 

Ressources sélectionnées

Young et Quinn
(2017)



28 pages

- **(Planification)**
- **Rédaction**
- **(Diffusion)**

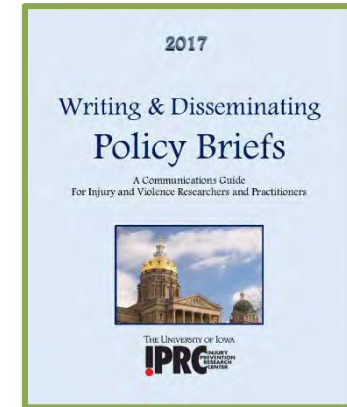
FAO (2011)



29 pages (chapitre 4.1)

- **Rédaction**

Injury Prevention
Research Center
(2017)



32 pages

- **Planification**
- **Rédaction**
- **Diffusion**

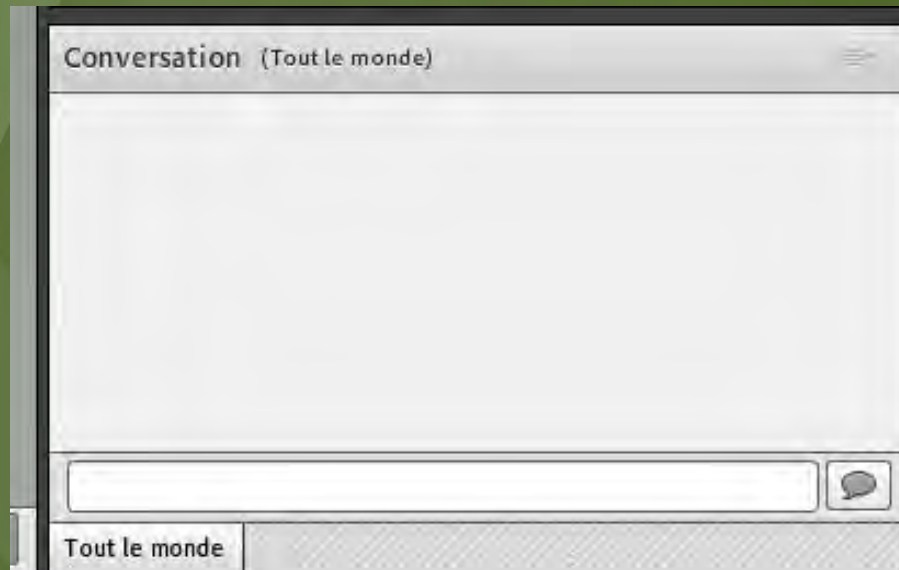


Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé
National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

Institut national
de santé publique
Québec 

Questions?

Utilisez la boîte de messagerie



Liens vers les NB présentées

- **Changements climatiques :**

Organisation for Economic Co-operation and Development (2015). *Policy paths for tackling climate change – Stronger action needed to meet mitigation goals*. Consulté en ligne à :

<https://www.oecd.org/policy-briefs/policy-paths-for-tackling-climate-change.pdf>

- **Herbe à poux :**

Direction de santé publique de la Montérégie, Agriculture et agroalimentaire Canada et Ministère de la santé et des services sociaux du Québec (2011). *Réduire le pollen de l'herbe à poux : mission réaliste - Le succès d'une communauté mobilisée*. Consulté en ligne à :

<http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2011/11-244-01.pdf>

- **Opioides :**

Centers for Disease Control and Prevention (n. d.). *Preventing opioid overdoses in rural America*.

Consulté en ligne à :

https://www.cdc.gov/ruralhealth/drug-overdose/pdf/Policy-Brief_Opioid-Overdoses-H.pdf

- **Mammographie :**

Voir la section *Supplementary data* de l'article ci-dessous

Brownson, R. C., Dodson, E. A., Stamatakis, K. A., Casey, C. M., Elliott, M. B. et Luke, D. A. (2011). Communicating evidence-based information on cancer prevention to state-level policymakers. *Journal of the National Cancer Institute*, 103(4), 306-316. <https://doi.org/10.1093/jnci/djq529>



Références

- Cairney , P. (2019). *Favoriser l'élaboration de politiques publiques fondées sur des données probantes : incertitude versus ambiguïté*. Montréal, Québec : Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé. Consulté en ligne à : http://www.ccnpps.ca/159/Publications.ccnpps?id_article=1929
- Dagenais, C. et Ridde, V. (2018). *Les notes de politiques : retour sur notre expérience autour d'un outil de transfert des connaissances pour les décideurs et intervenants*. Consulté en ligne à : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01681939>
- Food and Agriculture Organization of the United Nations [FAO]. (2011). 4.1 Preparing policy briefs. Dans *Food security communications toolkit* (p. 139–170). Rome, Italie : FAO et Union européenne. Consulté en ligne à : <http://www.fao.org/3/i2195e/i2195e03.pdf>
- Injury Prevention Research Center. (2017). *Writing & disseminating policy briefs. A communications guide for injury and violence researchers and practitioners*. The University of Iowa. Consulté en ligne à : <https://iprc.public-health.uiowa.edu/wp-content/uploads/2018/03/Writing-and-Disseminating-Policy-Briefs.pdf>
- Moat, K. A., Lavis, J. N. et Abelson, J. (2013). How contexts and issues influence the use of policy-relevant research syntheses: A critical interpretive synthesis. *The Milbank Quarterly*, 91(3), 604-648. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3790526/>
- Morestin, F. (2017). *Les conseillers des décideurs politiques : qui sont-ils, comment manient-ils les connaissances scientifiques, et quelles leçons en tirer quand on veut partager de telles connaissances?* Série Partage de connaissances et politiques publiques. Montréal, Québec : Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé. Consulté en ligne à : http://ccnpps.ca/190/Publications.ccnpps?id_article=1669



Références (suite)

- Morestin, F. et le groupe de travail du CCNPPS sur le partage de connaissances (2013). *Outil interne du CCNPPS – Guide pour l'élaboration d'un plan de partage de connaissances*. Montréal, Québec : Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé. Consulté en ligne à : http://www.ccnpps.ca/190/Publications.ccnpps?id_article=957
- Sorian, R. et Baugh, T. (2002). Power of information: Closing the gap between research and policy. *Health Affairs*, 21(2), 264–273. <https://doi.org/10.1377/hlthaff.21.2.264>
- Start, D. et Hovland, I. (2004). *Tools for policy impact. A handbook for researchers*. Londres, Royaume-Uni : Overseas Development Institute, Research and Policy in Development Programme. Consulté en ligne à : <http://www.odi.org.uk/resources/download/156.pdf>
- Tessier, C. (sous presse). *La note de breffage (policy brief) : un outil de transfert de connaissances*. Série Partage de connaissances et politiques publiques. Montréal, Québec : Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé
- Young, E. et Quinn, L. (2017). *An essential guide to writing policy briefs*. Berlin, Allemagne : International Center for Policy Advocacy. Consulté en ligne à : http://www.icpolicyadvocacy.org/sites/icpa/files/downloads/icpa_policy_briefs_essential_guide.pdf



Ce sujet vous intéresse?

Visitez notre site www.ccnpps.ca pour plus de ressources

Florence Morestin

Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé

florence.morestin@inspq.qc.ca

La production de cette présentation a été rendue possible grâce à une contribution financière provenant de l'Agence de la santé publique du Canada par l'intermédiaire du financement du Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé (CCNPPS). Les vues exprimées ici ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'Agence de la santé publique du Canada.



Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé
National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

Institut national
de santé publique

Québec